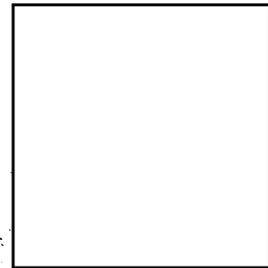


Paris, nuit du vendredi 18 au samedi 19 mars 1949

Lettre n°1254



Monsieur,

STAT

Veillée d'armes. C'est-à-dire veillée d'élections. Candidats ou non, la plupart des députés sont partis pour la province. Les Ministres aussi. Qucuille également, qui a enregistré hier l'allocution que la Radio diffusera demain soir. L'actualité est donc relativement pauvre.

Au moins sur le plan intérieur, car un Ministère qui n'a pas chômé aujourd'hui est celui des Affaires Etrangères. Mais les informations qui en sont sorties s'étaient à longueur de colonnes dans tous les journaux. Le texte du Pacte de l'Atlantique est maintenant connu. Bernard Shaw a dit de lui, cet après-midi, qu'il n'était qu'un chiffon de papier de plus. Ce n'est d'ailleurs pas exact, car la valeur d'un traité dépend moins de ses termes que de l'état d'esprit des gens appelés à l'appliquer. Ce qu'on peut toutefois remarquer, c'est que ce Pacte Atlantique répond, en quelque sorte et en une seule fois, aux 23 traités bilatéraux d'assistance qui lient les puissances du Bloc oriental. Mais, alors que ces vingt trois traités engagent fortement deux à deux leurs signataires, le Pacte de l'Atlantique ne comporte qu'un engagement moral et laisse aux Parlements des contractants le soin de décider ou non de la guerre. C'est exactement ce qui se passerait s'il n'y avait pas de pacte et l'existence de ce dernier ne changera donc rien à un éventuel moment décisif. C'est d'ailleurs bien là ce qui souligne son caractère strictement défensif. Signé en vue d'une offensive, il serait beaucoup plus formel. Mais, où son efficacité est certaine, c'est lorsqu'il fait à chacun de ses signataires obligation de s'armer et de s'équiper. Obligation que le projet de prêt-bail militaire actuellement étudié par les experts du Département américain de la Défense nationale permettra de satisfaire en fournissant le matériel au quart de son prix de revient, (Priorité à la Grande Bretagne pour le matériel aéronautique, à la France et à la Norvège pour l'équipement de divisions d'infanterie). En bref, l'automatisme seule donnant à un traité d'assistance son plein sens et sa réelle efficacité, on peut regretter qu'elle ne soit pas inscrite dans ce Pacte. Mais comme, à tout prendre, elle était incompatible avec les dispositions constitutionnelles de la plupart des pays signataires et qu'elle aurait fourni à leurs partis communistes respectifs des arguments de propagande, on peut se demander si la solution adoptée n'est pas, en définitive, la plus sage. Elle n'est d'ailleurs pas complètement dénuée d'efficacité puisqu'elle entretient chacun des signataires dans l'état d'esprit d'un perpétuel allié. Si je puis me permettre cette image, je dirai que le potache qui commence son année scolaire avec l'intention bien arrêtée de travailler et de réussir à ses examens se place, par ce fait même, dans des conditions meilleures pour y parvenir que celui qui effectue sa rentrée dans des dispositions d'esprit moins résolues.

En Italie, une campagne communiste et crypto-communiste se dessine, tendant à la dissolution du Parlement et à de nouvelles élections. Cette campagne est évidemment en rapport direct avec l'adhésion du Gouvernement de Gasperi au Pacte de l'Atlantique. A Paris, les leaders communistes réclament un débat de politique étrangère dès les 22 et 23 mars. Duclos a écrit à Edouard Herriot à ce sujet. Et les communistes français

1254 p/2.-

rejoignent presque les communistes italiens lorsqu'ils décident qu'au cas où la dissolution de l'Assemblée nationale serait demandée, ils joindraient leurs voix à celles du ou des partis qui demanderaient cette dissolution.

Ces offensives concomitantes à Rome et à Paris - beaucoup moins violente d'ailleurs à Paris qu'à Rome - permettent d'espérer que Moscou attendra leur résultat et ne risquera aucune riposte personnelle immédiate à la publication du Pacte. Cela, en dépit de rumeurs selon lesquelles une action soviétique pourrait intervenir dès demain, notamment dans les Balkans. Néanmoins, Tito qui, vraisemblablement, préfère prévoir, a envoyé son Ministre de l'Intérieur prendre contact en Istrie avec des délégués des Puissances occidentales.

Revenons en France, mais pour des brouilles puisque tout est quasiment suspendu aux résultats des élections de dimanche : un conflit existe entre le Conseil de la Magistrature et Lecourt, qui n'a pas assisté mercredi à la dernière séance du Conseil. Le Conseil de la Magistrature a profité de son absence pour présenter un projet de loi tendant à assurer l'indépendance des juges d'instruction. Cette initiative a été assez mal reçue Place Vendôme, où l'on fait remarquer que le Ministre est capable de proposer lui-même un tel projet s'il le juge nécessaire. Vincent Auriol arbitrera et trouvera le compromis. Un autre conflit existe en puissance entre Lecourt et Jules Moch au sujet de l'annistie des mineurs emprisonnés ou condamnés. Lecourt est partisan de ce projet, tandis que Moch, qui a insisté pour que les condamnations prononcées à l'encontre des mineurs soient lourdes, insiste également pour que l'annistie n'intervienne que lorsque tous les procès encore à l'instruction seront jugés. On prête à Lecourt l'intention de présenter un projet de loi qui déciderait à la fois l'annistie de certains catégories de collaborationnistes et de mineurs. Autrement dit, Lecourt penserait à se couvrir tant sur sa droite que sur sa gauche. En période électorale, c'est agir sagement que d'agir ainsi.

paul dehen

E N V R A C

----- Le MRP vient de recevoir un nouveau renfort épiscopal : l'Evêque de Nîmes, Mgr. Cirbeau, et l'Evêque d'Autun, Mgr. Lebrun, font plus ou moins discrètement campagne en sa faveur.

----- Deux décrets paraîtront demain matin au Journal Officiel. Le premier fixera les nouveaux coefficients de réévaluation pour l'application de la révision des bilans des exercices clos en 1948. Le second déterminera les conditions de constitution par les entreprises commerciales d'une dotation pour approvisionnement technique, ainsi que le régime fiscal de cette dotation. Ces conditions diffèrent selon la durée de rotation des stocks.

" LA JOURNEE EN BREF "

1254 18/19.3.49

(Comprimé des nouvelles officielles dont vous lirez le détail dans la presse)

LE PACTE DE L'ATLANTIQUE NORD. - Le texte en a été publié cet après-midi simultanément dans toutes les capitales intéressées. Dans les heures qui ont suivi, les Ministres des Affaires étrangères des pays signataires l'ont commenté. M. Robert Schuman a prononcé à son sujet une allocution radiodiffusée, ainsi que M. Bevin, tandis que Dean Acheson a commenté le Pacte dans la soirée, c'est-à-dire, pour l'Europe, dans le courant de la nuit. La signature officielle aura vraisemblablement lieu au début du mois d'avril, sans que la date exacte en soit formellement retenue.

Après une séance qui a duré 51 heures, la Chambre Italienne a voté un ordre du jour de confiance au gouvernement Gasperi, par 342 voix contre 170 et 19 abstentions, après avoir repoussé, à une majorité analogue, un amendement de M. Togliatti stipulant que l'Italie ne céderait jamais aucune base militaire à une puissance étrangère. Au cours de la séance, la Chambre italienne a été le théâtre d'incidents violents entre les députés des diverses tendances.

On a remarqué que ni la radio de Moscou, ni l'agence Tass, n'ont fait mention de la publication du Pacte Atlantique au cours de leurs émissions d'aujourd'hui.

ETATS UNIS. - S'adressant à l'Association Patronale Américaine, M. P. Hoffman a indiqué que le total des crédits nécessaires à la réalisation de quatre années et trois mois du Plan Marshall s'élèverait à environ 17 milliards de dollars. Il a spécifié que les fonds de l'ECA ne serviraient pas uniquement à l'achat de produits américains destinés à l'Europe. "Il y a, a-t-il dit, des moments où l'on ne sait plus si l'ERP est un programme de reconstruction européen ou américain". Cela, pour s'opposer à l'opinion selon laquelle l'ensemble des contribuables américains est imposé au bénéfice de certains producteurs des Etats Unis qui sont en mesure de tirer profit de l'ERP. Il a en effet fait observer que sur les 17 milliards de dollars prévus, 9 seulement seront dépensés directement aux Etats Unis.

ISRAEL. - La Syrie accepte de négocier avec Israël.

BULGARIE. - Le bruit s'étant répandu que Tito avait rencontré des émissaires occidentaux, Belgrade dément ces contacts. Toutefois, d'après le Comité de Libération national d'Istrie, ce n'est pas Tito lui-même mais son ministre de l'Intérieur qui aurait rencontré à Brioni des représentants des puissances occidentales.

BELGIQUE. - Le Conseil des Ministres belge a examiné la question de la dissolution des Chambres. Deux dates ont été mises en avant, début avril et courant juin; la seconde a des chances d'être retenue. Les élections doivent avoir lieu quarante jours après la dissolution se dérouleraient alors en juillet.

o o

FRANCE. - Il semble qu'on s'achemine vers un assouplissement du régime de l'électricité, la production hydro-électrique ayant notamment augmenté dans une proportion très satisfaisante. La suppression d'un jour de ce pure hebdomadaire serait envisagée.

- M. Pignon a quitté Paris cet après-midi, accompagné du Gouverneur du sud-vietnam.

- Le concours de 1947 à l'Ecole Centrale a été annulé.

SUR LE MARCHÉ PARALLELE, on a coté aujourd'hui : NAP. 4650. EAGIE II 00.

CROIX 4425. SOUV. 5650. LIVRE 1200 DOLLAR 395 FRANC suisse 99, belge PESETA 10.50 LINGOT 637.500.

" LA JOURNEE SOCIALE "

1254 18/19.3.49

- Le Décret portant suppression de la zone des 25 % sera publié samedi matin au Journal Officiel.
- Le Ministère de la Justice étudie un projet d'amnistic pour certains délits commis au cours des grèves de mincurs.
- Les pourparlers étant en bonne voie avec les pouvoirs publics, les douaniers ont décidé de rapporter définitivement leur mot d'ordre de grève.
- AIR FRANCE a voté pour son Comité d'entreprise. La CGT prétend avoir obtenu 14 sièges pour le Collège ouvriers-employés, contre 6 sièges à la coalition CFPC-FO-Autonomes et, dans le Collège Cadres, 4 sièges contre 8. Ces résultats comprenant tous les centres de la métropole, sauf le Bourget.
- Le conflit du Service des Eaux paraît être définitivement réglé.
- Dans le cadre de la journée revendicative du personnel des Etablissements d'Etat, on a enregistré un certain nombre de manifestations : A l'Arsenal de l'Air (Châtillon-sous-Bagneux), 500 ouvriers sur 1260 ont cessé le travail à 16 heures; une centaine seulement ont quitté l'usine. A l'atelier de Constructions de Putcaux, 200 ouvriers sur 1100 ont débrayé.

E N V R A O

- Dans les milieux politiques de l'ONU, on croit savoir que le Bresil aurait l'intention de demander à la prochaine Assemblée générale de l'ONU l'abrogation de la résolution adoptée en 1946 au sujet de l'Espagne.
- Le Sénat américain a adopté aujourd'hui le projet de loi prévoyant la construction d'un réseau de radar autour des Etats-Unis. Le projet de loi a été soumis à la signature du président Truman.